

La loi Macron-Borne augmente le pouvoir d'achat des riches et écrase celui des pauvres

La loi du gouvernement Macron-Borne sur le pouvoir d'achat et la loi de finances rectificative 2022 répondent-elles aux besoins des millions de travailleurs, chômeurs, retraités et jeunes frappés par la hausse des prix ?

Les mesures annoncées ne compensent absolument pas la perte du pouvoir d'achat subie depuis des années, et en particulier depuis un an. Elles comportent de nouveaux cadeaux aux entreprises.

Avec Macron-Borne, il en faut toujours plus pour les capitalistes, toujours moins pour les travailleurs et leurs familles.

Alors, ce n'est pas une éventuelle « taxe sur les superprofits » – telle que la proposent certains députés de gauche et du centre – qui changera la nature de la politique de ce gouvernement.

En ce début août, les prix continuent à s'envoler : + 50 % sur les pâtes et l'huile depuis janvier, nouvelles augmentations du prix des transports en commun et, bien sûr, de l'essence.

Dans les hôpitaux, les maternités, on continue à fermer des lits, mettant en danger les patients, les femmes enceintes et les nouveau-nés.

Et dans le même temps, les capitalistes annoncent des profits record : 8 milliards de bénéfice pour Stellantis (ex-PSA), 3,18 milliards en trois mois pour BNP Paribas, tandis que TotalEnergies a engrangé, d'avril à juin, près de 3 millions d'euros par heure !

À cela il faut ajouter les 40 milliards du budget militaire que Macron veut porter à 44 milliards dès 2023, s'inscrivant dans la marche à la guerre mondiale de l'OTAN, de Biden et de Poutine !

Et on ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour les maternités, les hôpitaux, les retraités, les salaires ?

De l'argent, il y en a pour de vraies mesures d'urgence pour l'immense majorité qui souffre !

Comme l'affirme *La Tribune des travailleurs* (3 août 2022), les mesures d'urgence nécessaires pour faire face à la catastrophe sont connues :

« L'indexation automatique des salaires sur la hausse des prix telle que constatée par un organisme constitué par les syndicats.

– L'augmentation générale des salaires pour rattraper dix ans de perte du pouvoir d'achat.

– L'abrogation des exonérations et la restitution des milliards dus à la Sécurité sociale.

– Des investissements à la hauteur des besoins urgents pour l'école, l'hôpital et les services publics.

Et pour ce faire, il faudra dégager les moyens nécessaires par la confiscation des profits capitalistes, des 607 milliards offerts aux patrons depuis deux ans et des 44 milliards du budget de guerre. »

Signez l'appel du POID pour des mesures d'urgence que la situation appelle !

Inscrivez-vous au meeting international contre la guerre, samedi 22 octobre à Paris !